

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 1<sup>er</sup> MERCREDI 2 NOVEMBRE 1977 N° 547

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## Villeurbanne : Mitterrand envoie ses élus au charbon

C'est un Mitterrand sûr de lui et parlant haut qui est intervenu à Villeurbanne devant les élus socialistes réunis en congrès. Des attaques virulentes et caustiques contre le PCF, accusé de faire le jeu de la droite, ont voulu montrer que le PS était capable de rendre coup pour coup. Capable également de s'adresser au «peuple des travailleurs» seul, et sans l'aide du PC, Capable également de répondre à la campagne d'explication et de propagande organisée par le PCF en se mobilisant sur ses propres thèmes, de façon à recueillir les suffrages aussi bien que si l'Union de la gauche n'était pas en difficulté, et de faire en 78 le score de 7 millions de voix.

Pour cela, Mitterrand a lancé plus qu'un appel, un ordre aux responsables de son parti, pour qu'ils fassent leurs pratiques de militantisme qui jouent si fort à l'avantage du PCF, et qu'ils «partent sur les routes» quêter au fond des communes les plus reculées les votes des «forces vives de la nation». Rien n'a manqué à ce tableau séduisant du «premier parti de France», pas même le couplet sur l'unité et la cohésion des diverses tendances, y compris la minorité du CERES, en laquelle Mitterrand a affirmé «sa confiance» et qui juge en ce moment plus opportun de garder un silence prudent que de rompre une unité de façade si nécessaire.

Lire en page 7  
notre article sur  
le congrès  
des élus socialistes

## SAHARA OCCIDENTAL

# GRAVE MENACE D'INTERVENTION MILITAIRE

- Huit militants d'Afrique du Nord expulsés
- Troupes d'intervention en état d'alerte. Certaines déjà en route ?
- Le Front Polisario déclare : «L'agresseur, c'est la France»

Lire nos articles en p. 8 et 9



La campagne visant à préparer l'opinion à une intervention directe contre le peuple sahraoui se poursuit. En fait, il s'agirait même de justifier, dans son cours, une opération déjà engagée en Mauritanie. Car des informations persistantes font état du déplacement de certaines troupes vers la région du nord-ouest de l'Afrique.

Ces préparatifs s'accompagnent d'expulsions de militants maghrébins. Giscard veut en effet en même temps réprimer les travailleurs immigrés et intimider l'Algérie. Dans différents communiqués, le gouvernement algérien et le Front POLISARIO dénoncent l'intervention de la France dès le début dans la guerre contre le peuple sahraoui, intervention qui a pour conséquence la situation actuelle et l'engagement accru de l'impérialisme français.

Mais dans cette fuite en avant, l'impérialisme français risque d'aggraver son isolement, déjà grand. Et surtout, 23 ans après le début de la guerre d'Algérie, notre peuple s'opposera à une telle aventure néo-coloniale.

## Strauss à Schmidt

«La démocratie doit avoir des dents et elle doit mordre»



Utilisant une bande magnétique de Schleyer où celui-ci se plaint de ne pas avoir été assez protégé, la CDU mène une campagne pour un renforcement encore plus grand de la répression. Cette bande de Schleyer arrive opportunément, elle a été «retrouvée» plus facilement que celles où il dénonçait le refus de négocier de Schmidt. Helmut Kohl et Strauss font de la surenchère fascisante, reprochant à Schmidt de ne pas en faire assez. Strauss a déclaré : «L'Etat démocratique doit avoir des dents et on doit lui permettre de mordre».

## 1er novembre 54: le peuple algérien se dresse

Il y a quinze jours, Giscard inaugurait le monument au soldat inconnu de la guerre d'Algérie. On assiste aujourd'hui à une campagne visant à faire oublier ce que fut la guerre du colonialisme français contre le peuple algérien. Aussi bien les partis bourgeois de droite que de «gauche» ont intérêt à faire oublier leurs responsabilités. Nous publions à partir d'aujourd'hui un dossier sur la guerre d'Algérie.

Lire notre article p. 2

## Bureau national de la CFDT

En fin de semaine dernière, le Bureau national de la CFDT se réunissait : à l'ordre du jour, entre autres, la rupture de la gauche, et les compléments à apporter au chapitre 7 de la plate-forme CFDT, (les conseils d'atelier).

Lire notre article p. 4

## Klaus Croissant décision mercredi

Alors que la répression menace de se faire plus dure encore en Allemagne dans les prochains jours, le gouvernement vient une nouvelle fois d'interdire les manifestations de soutien convoquées par les organisations d'extrême-gauche pour protester contre les menaces d'extradition qui pèsent sur l'avocat Klaus Croissant et obtenir sa libération.

Lire notre article p. 7

## URSS :

# Manifestations en Lituanie contre Brejnev

D'après les informations en provenance de Moscou d'importantes manifestations auraient eu lieu récemment dans la République baltée de Lituanie intégrée à l'URSS. Après un match de football, des heurts ont eu lieu avec la police qui a été lapidée. Les manifestants ont

lancé des slogans contre le régime de Brejnev. Paniquées les autorités locales ont dû interrompre la retransmission télévisée du match.

Le gouvernement soviétique ne dément pas, mais attribue ce mouvement, comme il le fait d'habitude, à des «voyous».

1.281 jour de la Révolution Algérienne... LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE... EL MOUDJAHID... 5 Mai 1958... Prix: 30 francs

NOTRE GUERRE DE LIBERATION SERA VICTORIEUSE

Nous devons poursuivre et intensifier nos efforts dans tous les domaines pour donner le coup de grâce au colonialisme français et imposer l'indépendance nationale.

Après la conférence de Tanquer LE C. C. E. FAIT LE POINT

EDITORIAL Une étape décisive

La conférence de Tanquer a été une étape décisive dans le processus de la libération nationale...



Les deux chefs Chadli Boudiaf et Krim Belkacem.

Voici à peine quinze jours, Giscard d'Estaing, président à Notre-Dame-de-Lorette, à Paris, la cérémonie d'inauguration d'un monument au soldat inconnu, mort en Algérie, faisait l'apologie de l'armée française durant la guerre coloniale.

Mais le concert des appels les plus réactionnaires pour que l'on fasse preuve de poigne au Sahara, le concert des discours virulents de nostalgiques de l'Algérie française ne peuvent faire taire cette réalité: il est fini le temps des colonies, il est fini le temps où l'impérialisme français...

défaite de Dien Bien Phu, infligée au colonialisme français par les patriotes vietnamiens et quelques mois avant la conférence de Bandoeng, en Indonésie où la première rencontre des non alignés signalait l'irruption sur la scène mondiale d'une nouvelle force politique face à l'impérialisme: le Tiers-Monde.

Mais le 1er novembre les obligeait à revoir leurs calculs. Le président du conseil Mendès-France qui, quelques mois auparavant, déclarait en substance devant l'Assemblée Nationale, qu'il fallait lâcher l'Indochine pour garder l'Afrique...

Novembre 1954: Quelques mois après l'écrasante

Il y a 23 ans... le peuple algérien déclenchait la guerre de Libération

«Les combattants obscurs»

Par Larbi Ben M'hidi

Larbi Ben M'hidi, dirigeant des combats de libération en plein Alger, fut arrêté à la fin de février 57 par les parachutistes de Massu. Soumis à d'atroces tortures, il fera preuve jusqu'à sa mort d'un courage exemplaire...

Disons d'emblée que ces hommes sans uniforme sont pour le FLN et l'ALN, ce que sont les yeux, les oreilles et les membres pour un être vivant. Une unité de l'ALN va-t-elle se déplacer, aussitôt nos moussebillins se mettent en mouvement...

du FLN et, le cas échéant, donne le dernier coup de crayon à la conférence qu'il prononcera le soir. Les cas financiers, ceux de justice et les problèmes sociaux et culturels en suspens, reçoivent une solution. Souvent, les cadres de l'unité stationnée dans le douar et leur officier vont rendre visite aux élèves de la médessa...

«Lettre ouverte de l'UGTA\* aux travailleurs algériens d'origine européenne» Novembre 1956

Nous voulons plus particulièrement faire appel à la raison et au cœur de ceux qui sont abusés par une infâme propagande raciste et anti-ouvrière. Comme vous, nous sommes des salariés. Nous ne vivons que de la location de la force de nos bras...

avant 1954, est le même ennemi que nous allons bientôt enterrer pour le bonheur de tous les travailleurs algériens. La Révolution anti-colonialiste actuelle n'est que la poursuite de notre combat ininterrompu depuis la conquête de l'Algérie. Le peuple algérien, subjugué mais non soumis, ne pouvait pas rester indifférent devant le soufflet de Bandoeng...

des rois du pinard et de la banque, qui ont déjà préparé leur nouvelle émigration dorée en achetant des ranches en Amérique du Sud et au Canada. Ouvrez les yeux! vous militants syndicaux CGT - CFTC - FO. Vos dirigeants parisiens, trahissant les intérêts véritables des travailleurs manuels et intellectuels, vous trompent en soutenant, directement ou indirectement, la politique socialo-colonialiste d'une guerre imbécile perdue d'avance.

Fermeture du haut-fourneau d'Usinor-Thionville

# LES TRAVAILLEURS ET LES CALCULS DE LA GAUCHE

Le 28 octobre, la section CGT d'Usinor Thionville, a invité les partis et la municipalité de gauche de Thionville, de Terville et de Yutz à une réunion où devaient être envisagées les initiatives pour faire face à la décision d'arrêt définitif du haut fourneau le 19 décembre. On ne pouvait guère se faire d'illusion sur ce qui allait sortir de la réunion quand on sait la responsabilité de la direction CGT d'Usinor dans l'absence d'une riposte à la hauteur de l'attaque patronale à Usinor Thionville. Seule proposition des dirigeants de la CGT d'Usinor : une manifestation, le lundi 7 novembre, devant la préfecture de Metz au moment où y siègerait le Conseil Général. On appelait les travailleurs d'Usinor de Sacilor et de Sollac à s'y rendre en délégation. Les représentants de la CFDT sans s'opposer à cette proposition ont émis de grandes réserves... Pour eux, l'essentiel aujourd'hui est, de trouver comment relancer l'action à l'intérieur de l'entreprise, car il est vrai qu'on peut douter pour le moins de l'utilité de la proposition de la CGT, pour une lutte contre les licenciements.

Gillet Thaon (Lyon)

## Les ouvriers manifestent contre la fermeture

La direction de l'entreprise de teinturerie Gillet Thaon, à Genay, (agglomération nord de Lyon) vient de faire savoir qu'elle allait fermer les portes de cette usine ultra moderne (un ordinateur permet de garder en mémoire 25 000 recettes de teinture).

Les raisons invoquées sont nombreuses : les carnets de commandes qui se font rares, la concurrence étrangère, la conjoncture et le fait surtout que les industries textiles, long-temps clientes prennent en mains, elles-mêmes, de plus en plus, ce secteur. A ce sujet, il faut dire que l'entreprise Gillet Thaon fournissait jusqu'ici le secteur textile du trust Rhône Poulenc... dont le PDG actuel, Renault Gillet, fait partie du holding PRICEL, holding dans lequel se trouve également le groupe Gillet Thaon ! On n'est pas loin de penser que Rhône Poulenc n'est pas pour rien dans fermeture ! Les travailleurs, eux, n'acceptent pas la décision. Vendredi, en fin de soirée, ils ont manifesté dans les rues.



Ce printemps, les manifestations, les délégations, les pétitions n'ont pas manqué... Et pourtant, les patrons ont commencé leur vague de licenciements. Les travailleurs attendent que les directions syndicales passent « un cran au-dessus » dans la mobilisation. Et voilà maintenant qu'on leur ressort des propositions encore inférieures. Combien seront-ils lundi prochain à Metz, les travailleurs d'Usinor, dont la combativité a été émoussée dans les journées d'action à répétition au printemps ?

Mais s'opposer à la fermeture des hauts four-

neaux, était-ce bien le but des dirigeants de la CGT en proposant ces manifestations ? Il ne semble pas. C'est ainsi qu'un des représentants de la CGT déclarait au sujet de la manifestation prévue : « La fermeture du haut fourneau d'Usinor, ça fait partie d'une politique globale ; si on ne nationalise pas la sidérurgie tout de suite en mars 78, on ne peut pas résoudre les problèmes. C'est pour ça qu'en temps que CGT, nous présenterons notre point de vue le 7, à la manifestation de Metz ». Tout cela vient bien à propos, en pleine campagne du PCF pour un « bon

programme commun ». Cette intervention n'allait d'ailleurs pas manquer de susciter la réaction des membres du PS présents. « D'accord pour aller à Metz le lundi 7, mais pas pour appuyer le projet de nationalisation de la sidérurgie ».

Où étaient passés les intérêts des travailleurs dans cette querelle ? C'est un peu cette question que posait dans son intervention, un ouvrier d'Usinor indigné : « Qu'est-ce qu'on a fait pour les copains des laminoirs qui aujourd'hui sont licenciés ou mutés... ».

Corr. Thionville

## Un émule de Furnon mis en échec par les travailleurs immigrés

Sans doute encouragé par le « bon sens » de Furnon d'Alès, Trouyn, patron des « Jardins Aixois » (entreprise de jardinage sous contrat avec la mairie d'Aix PS), ne tolère pas la résistance des travailleurs immigrés à l'exploitation honteuse qu'il leur impose.

Alors que le ramassage des ouvriers se faisait à 7 h 15 le matin, que la paye « démarrait » à 7 h 30, que les heures supplémentaires étaient payées comme on dit « sous la table », qu'en fin de mois le salaire net ne dépassait pas 1 550 F par mois (panier compris) Trouyn décide jeudi dernier que puisque « Ça ne bosse pas assez », le ramassage se fera désormais à 7 heures, le patron décide le lock-out et met une annonce de style raciste à l'ANPE.

Le vendredi 21 au matin, les immigrés accompagnés de deux membres de l'UL

CFDT se présentent le soir au siège de la boîte où ils trouvent le patron qui, furieux, déclare qu'il ne connaît pas le syndicat... et des flics !

Les deux matinées suivantes, les travailleurs se sont présentés à l'heure habituelle du matin, avec des membres de l'UL CFDT, un huissier et l'inspecteur du travail convoqué par la CFDT. Devant la mobilisation, cet émule de Furnon fou de rage, a dû reculer, il a réintégré les travailleurs lock-outés, sauf un qui en était à sa période d'essai. Mais, il s'est juré de licencier les « meneurs » !

Malgré les brimades subies, depuis la reprise du travail, les 12 travailleurs immigrés ont décidé de former une section syndicale CFDT pour imposer leurs revendications à ce patron de choc. Ils ont aussi décidé de participer activement à la mobilisa-

tion contre les mesures Stoléro. Une réunion a lieu le dimanche 30 octobre à 14 h 30 à l'UL CFDT (rue Pierre et Marie Curie, escaliers de fer), pour examiner concrètement comment lutter contre ces mesures scéléérates. On peut s'interroger sur les garanties que la gauche donnerait au sujet du sort des immigrés, quand on voit l'attitude officielle de la municipalité socialiste d'Aix en Provence et lorsqu'on sait aussi les déclarations, c'était pour le 1<sup>er</sup> mai, de G. Toucas secrétaire de l'UL CGT, membre du PCF : « Ne renvoyons pas les immigrés car nous en avons besoin pour les travaux les plus pénibles ! Tout un programme commun d'exploitation en perspective ».

Un membre de l'UL CFDT et des travailleurs des Jardins Aixois

## Dubigeon Plastiques : 100 licenciements

A Herqueville, c'est l'inquiétude. Après la visite de Beullac non loin d'ici, à Evreux, les déclarations optimistes sur l'emploi se succédaient. Mais les 100 travailleurs de chez Dubigeon Plastiques, à Herqueville près de Louviers, viennent d'apprendre tout autre chose. D'ici quelques semaines, ils vont être licenciés. La direction essaie de justifier ces licenciements par le prix très élevé de la location des locaux, l'éloignement par rapport aux unités de Bordeaux. Il faudrait donc concentrer la production. Les ouvriers refusent de partir à Bordeaux, ils veulent travailler sur place.

## 250 licenciements à la Cerabati (Pont Sainte Maxence)

250 emplois seront supprimés à l'entreprise de céramique, la Cerabati, dans l'année 78. Il faut ajouter à cette annonce des réductions d'horaires : 40 heures, puis 32 heures, puis 24. Pourtant, l'entreprise vient de racheter une fabrique de porcelaine à Limoges, et elle participerait à la construction d'usines en Italie et en Iran. A Pont Saint Maxence, on atteint le taux record de chômage : 12 %. D'autres usines licencient : les Papeteries, la Salpa, la Soudure Autogène...

## Le droit de grève encore à conquérir

Depuis plus d'une semaine, les travailleurs des « Tabacs reconstitués » à Spay, non loin du Mans, sont en grève : la direction, qui dépend du trust américain Kimberlay Clark, les avait lockoutés, à la simple annonce de la journée d'action appelée par la Fédération CGT du Papier-Carton. A chaque mouvement de lutte la direction avait habituellement recours au lockout. Cette fois, les travailleurs sont en grève, pour imposer le respect du droit de grève.

## Huissier à la Belle Jardinière

La Belle Jardinière à Douai a été mise au chômage technique par les frères Willot. Pour éviter que cette période ne soit mise à profit par les patrons pour liquider l'usine et déménager du matériel, les ouvriers ont décidé d'occuper les locaux : déjà, il y a quelques nuits, les frères Willot avaient tenté de faire évacuer les stocks. Ils ont fait constater par huissier l'occupation des locaux, et ont porté plainte contre les délégués CGT.

## Renault : refus des propositions de la direction

Les grévistes du département 38, qui ont commencé leur action il y a un mois, et les travailleurs lockoutés, ont rejeté à l'unanimité des présents (moins 3), le chantage de la Régie, (voir QdP du 28 octobre). Par ailleurs, malgré la décision du Tribunal des référés, la Régie refuse toujours de réintégrer Ben Lahoucine, qu'elle avait arbitrairement licencié. Les négociations sont interrompues.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## LUTTES OUVRIERES

## Éducateurs en lutte

JOURNÉE NATIONALE  
A PARIS  
LE 4 NOVEMBRE

Les conditions matérielles de formation d'éducateurs spécialisés se détériorent d'années en années. Tous les ans, les travailleurs sociaux en formation doivent se battre pour faire valoir leurs droits : le nombre de bourses de promotion sociale diminue d'années en années du fait de la mise en place d'un quota ; les bourses d'État (500 F par mois) devenant de plus en plus difficiles à obtenir. De plus nous savons de source sûre que les établissements continuent à cotiser au fonds AGFI 3S (association pour la gestion des formations initiales du secteur sanitaire et social), fonds devant servir à la formation des travailleurs sociaux. A ce jour, plus d'un milliard reste bloqué !

Depuis le 3 octobre 1977, les éducateurs en formation «voie directe» de l'IRTF (institut régional de formation des travailleurs sociaux) d'Hérouville St Clair (banlieue de Caen) sont en grève. Au niveau régional, ils demandent des bourses de promotion sociale pour tous les ayants-droit (16 demandes

13 allouées) et des bourses d'État 4/4 (500 F par mois) pour tous les autres.

La coordination régionale du 26 octobre, faite à Angers et regroupant 8 écoles de l'Ouest (assistantes sociales -éducateurs spécialisés -éducatrices de jeunes enfants) a décidé d'une journée d'action Nationale à Paris le 4 novembre 1977 regroupant le maximum d'instituts de formation.

Le matin, une entrevue au Ministère des Affaires Sociales sera demandée afin de satisfaire :

- L'abrogation des quotas de bourse de promotion sociale

- Le déblocage des fonds de l'AGFI 3S sans contrats

- L'ouverture des négociations pour la reconnaissance des travailleurs sociaux en formation.

L'après midi, un rassemblement aura lieu au siège de l'AGFI 3S, 72 bd Hausmann 75008 afin de demander à M. de Saintignon, directeur de l'AGFI 3S comment envisageait-il l'utilisation des fonds.

Communiqué des Educateurs en lutte d'Hérouville St Clair

Raclet  
(Rombach le Franc) :  
la dernière fermeture  
d'Agache Willot

La direction des établissements Raclet (fabrication de tentes canadiennes) à Rombach le Franc en Alsace, a annoncé qu'elle fermerait les portes de son entreprise le 31 décembre de cette année. Les raisons de la fermeture mises en avant par le patron : la concurrence «sauvage» qui lui est faite par les importations «made in Taiwan» et celles en provenance des pays de l'Est qui vendent des tentes identiques 60 % moins chères.

Les lettres de licenciements ont été envoyées à une vingtaine d'ouvrières de cette usine qui appartient au groupe Agache Willot, et qui n'en est pas à son coup d'essai en matière de licenciements. Les travailleuses refusent de faire les frais de la concurrence que se livrent les capitalistes. Elles exigent dès maintenant un emploi pour toutes !

Sacilor : nouveau  
chômage partiel  
pour 20 000 ouvriers

La direction du trust sidérurgique Sacilor vient d'annoncer lors d'une réunion regroupant les six comités d'établissements de la société, que 20 000 travailleurs sur 26 000 chômeraient à nouveau 4 jours au cours du mois de novembre. On se souvient que 20 000 travailleurs avaient déjà subi 4 jours de chômage partiel au mois d'octobre. La direction du trust a d'autre part confirmé ses projets de licenciements soit 4 300 : 1 300 à la Sollac Fensch, 2 250 à Grandrange, 350 à Hagondange et 400 à Homécourt.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevat  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Bureau National de la CFDT

FACE A LA RUPTURE  
DE LA GAUCHE

Les 27, 28 et 29 octobre se réunissait à Paris le Conseil National de la CFDT, qui rassemble les représentants de toutes les régions et de toutes les fédérations. Il a discuté, entre autres, de «la situation générale et de l'action revendicative» sur la base d'un rapport de H. Lesire Ogrel, des «suites à donner au récent Congrès de la Confédération Mondiale du Travail» et des compléments à apporter au chapitre VII de la plateforme CFDT «droits et pouvoirs nouveaux spécifiques dans les entreprises nationalisées», ce fameux chapitre VII qui s'était déjà heurté, au moment de la mise sur pied de la plateforme en juin dernier, à une opposition farouche de la minorité CERES.

Sur tous ces points particulièrement importants, les discussions n'ont pas manqué. La Commission exécutive de la CFDT s'est largement exprimé sur les résultats du Bureau National, ce lundi 31 octobre, au cours d'une conférence de Presse sur laquelle nous reviendrons dans notre prochain numéro. D'ores et déjà, il nous semble important de rappeler sur quelles bases s'est engagée la discussion du BN sur la situation, sur quelle appréciation de la crise de la gauche, et du rôle spécifique de la CFDT dans ce contexte.

La CFDT est plus d'une fois intervenue à propos de la rupture de la gauche. Elle se défend d'être «une force d'appoint» : «nous apprécions les positions des uns et des autres à partir de notre propre perspective et des intérêts que nous représentons».

Dans ce sens, Lesire Ogrel, rapporteur, est revenu sur les critiques adressées au PS et au PC.

LE P.S. :  
DEPENDANT  
DU MODELE  
DOMINANT

Il a fait remarquer, à propos du PS : «Les propositions du PS ne correspondent pas à l'ampleur des solutions nécessaires pour faire face à la crise (...). Certains de ses dirigeants semblent se situer déjà en hommes de gouvernement (...). Les motivations peuvent être multiples : un souci électoral de ne pas effaroucher des catégories sociales nécessaires pour faire l'appoint des voix, la volonté de ne pas se lier les mains avant de connaître la réalité des dossiers, mais aussi, plus

sérieusement, la difficulté de concevoir une politique différente des schémas classiques ; (...) pour modifier le type de consommation, il y a des modèles à briser et cela exige une ligne politique, une volonté, un souci d'innovation qui semblent parfois manquer. La composition sociale du PS fait qu'une bonne partie de son encadrement reste largement dépendant du modèle dominant qui a été le sien...»

LE P.C. :  
FOURNIR UN MOYEN  
D'ENCADREMENT ?

A propos du PC, les critiques ont porté essentiellement sur le type de pouvoir recherché par ce parti, et sur les avances qu'il continue de faire à la CFDT : «S'il met l'accent sur une prise de contrôle très large de l'économie, c'est bien sûr en fonction de ses conceptions théoriques, mais aussi pour compenser, par ce moyen, sa relative faiblesse sur le plan électoral. D'autre part, on ne peut évaluer des propositions de réformes en tant que telles, sans en rechercher le sens : quel est l'objectif poursuivi, dans quelle démarche s'inscrit-il ? Pour prendre un exemple, le PC a repris récemment notre

revendication de conseil d'atelier. S'agit-il de faciliter le débat à la base en faisant émerger les besoins, ou bien de fournir un moyen d'encadrement ? Comment le PC concilie-t-il sa conception du centralisme démocratique et ce qu'il propose désormais sur la démocratie à la base, notamment au plan de l'entreprise ? On ne peut se contenter d'affirmations, ni même de la seule comparaison des structures proposées, mais il faut aussi comprendre dans quelles perspectives elles s'intègrent...»

On retrouve, cela dit, les mêmes limites que d'habitude. Pour la CFDT, il faut que la gauche comprenne «qu'un gouvernement doit s'appuyer sur les luttes pour progresser...» Les luttes sociales sont ainsi liées aux «luttes politiques». Pour le rapporteur il semble qu'il «n'y a pas d'autre stratégie possible que l'union de la gauche. Ce qui est du rôle de la CFDT et le plus positif qu'elle puisse faire, c'est à partir de ses propres propositions, de rechercher les fondements d'une solution...» Le moins qu'on puisse dire c'est que là dessus, dans la Confédération, le débat n'a fait encore que commencer, notamment dans les discussions autour de la plate-forme.

## Colloque sur le textile

LE PCF VEUT UTILISER  
LA CFDT CONTRE LE PS

En fin de semaine dernière, s'est terminé le colloque sur les problèmes du textile, organisé par Pierre Mauroy, président de la région Nord-Pas-de-Calais, maire de Lille et numéro deux du PS. Comme on pouvait s'y attendre les experts patronaux réunis par Mauroy n'ont pas apporté le moindre réponse sur l'emploi des milliers d'ouvriers du textile menacés par la crise.

Les conclusions aboutissent à «une solution européenne» rien de concret n'étant avancé sur les problèmes qui préoccupent les travailleurs concernés. Les syndicats ont réagi vigoureusement. La CGT a déclaré : «On a entendu à cette occasion beaucoup de slogans, de formules répétées par certains journaux, hommes politiques, patrons qui ont aujourd'hui la mémoire courte», et la CFDT : «Ni dans sa forme, ni dans les interventions de présentation, ce colloque

n'a répondu à notre attente».

L'Humanité de samedi donne un large écho aux déclarations syndicales, et plus particulièrement de la CFDT, surtout à la condamnation suivante faite par ce syndicat des solutions du PS concernant la question du textile : «En définitive, les propositions avancées au niveau international comme au niveau national ne modifient en rien la logique actuelle».

Une fois de plus, le PCF essaie de se saisir des prises de position de la CFDT contre le PS pour alimenter sa propre position dans sa querelle avec lui, et se présenter comme le parti des travailleurs : «il est significatif que les seules solutions concrètes, réalistes n'aient été avancées que par les syndicalistes et le PCF», dit l'Humanité satisfaite. La CFDT a pourtant plus

d'une fois mis les points sur les i, face à cette offensive du PCF, qui dans chaque discours de la CFDT, prend ce qui l'arrange et minimise ou «oublie», ce qui la gêne et qui

multiplie les avances tout en laissant entendre que de nombreux militants CFDT rejoignent ses rangs... Malgré les mises au point de la CFDT, le PCF récidive.



Le stand Rhône-Poulenc-Textile de  
Péage de Roussillon à Barbieres  
19 Juin 1976

La maison occupée : un pavé dans la mare des profiteurs immobiliers.



Dès 17 heures, un petit groupe d'une vingtaine de personnes se forma pour faire le tour du quartier et voir les conséquences de la rénovation-déportation. La présence de représentants de l'association de l'îlot B 10, ou de l'ADEPI — associations de défense locale, fort actives — et d'autres encore, permit de faire une description très vivante de ce qui se passait depuis les années soixante. Petit à petit, une résistance s'organise avec des contre-projets permettant de voir concrètement qu'il est possible de faire autre chose qu'une accumulation de tours et de bureaux et que les habitants veulent une autre ville. Ces associations comme toutes celles dont les membres sont passés samedi soir, apportèrent leur soutien en montrant que pour elles, cette occupation dans le 13<sup>e</sup>, était le symbole de la lutte qui avait été un peu étouffée pendant des années par les promesses électorales. Un long débat eut lieu pour savoir si réindustrialiser Paris constituait le véritable problème. «A partir du moment, disait quelqu'un, où on redonne aux régions toute leur vie, il y aura moins d'habitants à Paris». A quoi, répondit une autre personne, «c'est peut-être vrai, mais la population qui restera, quel travail fera-t-

elle ?». Le débat fut loin d'être complet, mais il montrait que faire revenir les travailleurs sur Paris ou pas, changeait beaucoup le type de rénovation qui serait fait. Aujourd'hui personne ne propose l'ouverture d'une entreprise industrielle sur Paris. Mais pourquoi pas demain ?

Très rapidement les gens affluaient. En attendant les musiciens, un débat fut organisé sur place. Le scandale des logements vides fut dénoncé par beaucoup, révoltés par ces gaspillages ou se demandant pourquoi on vidait un logement de ses occupants pour le laisser vide pendant trois ans. Ce fut aussi l'occasion d'écouter un représentant de l'Intercomité du Marais. Après l'expulsion des cinq familles de l'îlot St Paul, mais aussi leur relogement dont deux sur le quartier, l'occupation par Pierre et Pauline symbolise un peu la poursuite d'une lutte qui, ne doit pas cesser mais gagner au contraire tous les arrondissements populaires de Paris.

A chaque fois le coup porté aux renovateurs et aux requins immobiliers ou municipaux, doit être plus fort. C'est ce que soulignera un représentant de l'association «Demain Bercy». Son objectif est de

## «ON Y EST, ON Y RESTE»

●Voici maintenant près de deux semaines que Pierre et Pauline, soutenus par la section 13<sup>e</sup> de la CNL parisienne, (Confédération nationale du logement), occupent un logement vide dans un grand immeuble en bon état. Chirac s'est prononcé à la dernière séance du conseil municipal contre toute expulsion du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> mars. Mais, comme par hasard, en une semaine les commissariats de Paris ont reçu des piles de demandes d'expulsion avec recommandation de faire aboutir rapidement les choses. Si bien que cette semaine là, des «affaires juteuses» ont été menées rondement. Ainsi en est-il de la rue Piat dans le 20<sup>e</sup> et dans de multiples endroits où des squatters pensaient pouvoir s'opposer à la rénovation en profitant de plus de la période d'hiver. Aussi, samedi soir une fête était organisée au 87 avenue d'Ivry comme étape dans la lutte, elle devait donner l'occasion à chacun de se détendre un peu après plusieurs jours de mobilisation permanente, et aussi de faire le point.

s'opposer à la suppression de tout un espace populaire du 12<sup>e</sup> arrondissement. A sa place et sur des terrains appartenant à la SNCF (entrepôts), les promoteurs doivent construire un grand centre de Bureaux (déjà commencé par ailleurs en face de la gare de Lyon). Celui-ci fait partie du projet de De Gaulle et Pompidou pour un «Paris capitale européenne des affaires, des finances, etc.». De plus, les élus PCF de Paris et d'une partie de la banlieue (Ivry, Vitry...) voient, en soutenant ce projet, un moyen de contrebalancer les bureaux de la défense, et de profiter des gains financiers (patentes) que cela pourrait procurer.

Cette discussion spontanée a permis de montrer que pour tous, l'occupation de Pierre et Pauline était bien le symbole de la lutte pour le droit au logement.

C'est à ce moment que fut confirmée une décision prise le matin en section CNL : il faut rapidement ouvrir le maximum de logements vides aux gens qui se sont inscrits depuis le début. C'est le cas d'un boulanger, dont la femme attend un quatrième enfant. Ils ont une seule pièce et les enfants doivent être mis en nourrice. Une autre famille nom-

breuse s'est inscrite : ils sont 7 dans un petit logement de 30 m<sup>2</sup> !

Il était près de 21 heures quand le bal a commencé. Une fête comme on en n'avait pas vu depuis longtemps dans le quartier, aux dires d'une dame qui y habite depuis plus de cinquante ans. Les musiciens du collectif de la rue Dunois étaient venus animer ce bal. Le Charivari et son bandjo, le Théâtre à Bretelles avec son accordéon et sa trompette firent revivre le cœur du Paris populaire avec le Temps des Cerises, les tangos et aussi les valse d'après guerre. Après dix jours de mobilisation permanente, ce fut pour beaucoup plus qu'un bal de soutien, le bal d'une première victoire. Ce fut aussi celui de l'espoir devant les grandes luttes à venir pour faire aboutir ce qui s'est exprimé ce samedi au 87 avenue d'Ivry : le droit au logement pour les travailleurs de Paris que le capitalisme veut chasser, le refus de payer les surprofits tirés de la spéculation. Le «J'y suis, j'y reste, un point c'est tout» de Pierre et Pauline est devenu comme un mot d'ordre pour tous ceux qui sont passés au 87 avenue d'Ivry.

Correspondant

## CREATION D'UN COMITE MALVILLE A LYON

Un nouveau mouvement anti-nucléaire vient de se créer à Lyon. Il explique cette décision dans un communiqué :

«L'assemblée générale du jeudi 6 octobre s'est faite sur la forme et sur le fond avec la pratique du mouvement écologique Rhône-Alpes. Les soixante personnes présentes ce jour-là ont décidé de coordonner leur action sur la base d'une pratique différente, axée sur la lutte anti-nucléaire :

— Groupes d'information et de réflexion sur chaque quartier.

— Commissions spécialisées impulsant des luttes régionales : autoréduction de 15% de la facture d'électricité, manifestation, opposition aux nouvelles implantations,...

Nous avons choisi de

nous appeler Comité Malville de Lyon car nous considérons que les événements de cet été marquent un tournant dans la lutte anti-nucléaire. Nous affirmons :

1. Que le gouvernement porte l'entière responsabilité des affrontements.

2. Mais aussi que la coordination Malville, par sa politique de l'autruche, a été incapable d'assurer les tâches qu'elle s'était fixées. Nous devons faire un bilan critique de ces événements et en tirer les conséquences.

La lutte anti-nucléaire se poursuit.

La prochaine assemblée générale aura lieu le jeudi 3 novembre,

à 20 h 30 à l'ADIO, 24 rue Sergent Blandan (1<sup>er</sup>). Pour tout contact, téléphoner au 35-15-29

## Profits astronomiques

4 200 dollars, soit plus de 20 000 francs pour une enveloppe «premier jour». L'ancien astronaute Edgar Mitchell a su monnayer sa participation à la mission «Apollo 14 au cours de laquelle il foula le sol lunaire. Il avait emporté soixante-cinq objets avec lui, l'enveloppe «premier jour» est le premier qu'il vend. Trois astronautes de la mission Apollo 15 avaient emmené avec eux quatre cents enveloppes «premier jour» sur la lune et en avaient revendu cent en Allemagne. La NASA leur en avait confisqué trois cents.

## Mutinerie à la prison de Brest

Une soixantaine de jeunes détenus de la maison d'arrêt de Pontaniou à Brest (Finistère) se sont mutinés samedi soir. Ils ont refusé après la séance collective hebdomadaire de télévision de regagner leurs cellules et ils ont retenu deux gardiens. Les détenus réclamaient la possibilité de faire davantage de sport, un meilleur réglage du chauffage et ils ont dénoncé l'entassement des détenus dans les cellules, et les lenteurs de la procédure judiciaire.

Après que les gardiens aient été «libérés» par les détenus, le directeur de la prison de Brest qui est occupée par 110 détenus a appelé la police qui a chargé avec les grenades lacrymogènes.

## Citroën : la marque préférée de l'incendiaire des «Méharis»

On reparle de l'incendiaire des Méharis : depuis 72 où il en avait incendié une quinzaine, puis en 1973 et 1974, une soixantaine, il n'avait presque plus fait parler de lui. Il a à de nouveau frappé dans la nuit de samedi, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Un témoin l'a aperçu, s'enfuyant dans une 2 CV.

## Un ouvrier meurt, enseveli dans un silo

Pendant que M. Fremiot, 33 ans et M. Ernesto Ramos, 38 ans, ouvriers aux Ets Barabel de Brouvelles (88) nettoyaient un silo, une importante quantité de sciure collée aux parois s'est abattue sur eux.

Un de leurs camarades de travail donna l'alerte, quand il ne les vit pas reparaitre. Mais quand on retira leurs corps du silo, seul M. Ramos avait survécu à cet accident, qui soulève à nouveau la question des conditions de sécurité dans des opérations dangereuses de nettoyage.

## Les «accidents» vus par un document interne de l'armée «La fatalité, ça n'existe pas»

Après la mort, au mois d'avril dernier, d'un soldat écrasé entre deux chars, sur la base d'instruction des pilotes de chars de l'armée, à Carpiagne, près de Marseille, le Comité de soldats de la base avait tenu une conférence de presse clandestine, révélant que les conditions de sécurité n'avaient pas été respectées.

En particulier, l'espace réglementaire entre les chars, 3 mètres, avait été réduit à 50 cm, et les chars n'étaient pas disposés en épis sur l'aire de garage.

Cependant, le communiqué de l'armée attribuait cet accident à la fatalité, et le lieutenant-colonel Lousouarn ordonnait une mes-

se à la mémoire de l'appelé !

En continuant l'enquête, le comité de soldats, a pu se procurer une note à «diffusion restreinte» signée du lieutenant-colonel où l'on peut lire : «Le chef ordonne, contrôle, rend compte, il est conscient, responsable. Or des faits récents, une observation quotidienne, démontrent que trop souvent ces fonctions essentielles sont mal exercées : transgression des règles les plus élémentaires de la sécurité individuelle et collective, en particulier celle qui concerne l'utilisation de véhicules (civils et militaires) et des engins blindés (...) La fatalité, ça n'existe pas».

Cette note qui dément l'argument de la «fatalité» utilisé habituellement pour disculper la hiérarchie militaire prouve aussi et surtout que les responsables de l'armée sont inquiétés des révélations faites par les comités de soldats sur les conditions de vie... et de mort dans les casernes.

D'ailleurs, la police et la sécurité militaire se sont efforcées d'empêcher la distribution du journal du comité de soldats «pour une poignée de chars» où était mentionné le document militaire, en faisant la chasse aux distributeurs en gare Saint-Charles à Marseille. Des dizaines de permissionnaires ont pu malgré tout en avoir connaissance.

## Bata (Alsace)

## CONDAMNATION POUR NON-RESPECT DE LA SÉCURITÉ

En fin de semaine, le patron de l'entreprise Bata, située à Moussey en Alsace, passait devant le tribunal correctionnel de Metz pour «infraction aux règles de sécurité». Le syndicat CFDT s'était constitué partie civile.

Les faits remontent à la fin de l'année 1976. A cette époque, l'inspecteur du travail effectue une visite à l'entreprise Bata et constate plusieurs choses : —Au secteur tannerie, où les ouvriers travaillent dans une atmosphère particuliè-

rement humide, de nombreuses défauts sont visibles dans l'isolement du réseau électrique. Les conséquences : des risques d'électrocution à tout instant.

—Dans l'atelier de découpe du cuir, les travailleurs effectuent des horaires hebdomadaires de 60 heures par semaine, alors que le maximum autorisé est de 52 heures !

Devant le tribunal correctionnel, le patron de l'entreprise a finalement répété le chantage qu'il

faisait aux travailleurs depuis un peu moins d'un an : «La mise en conformité de l'installation électrique aurait entraîné un chômage technique pour les ouvriers ! Cela lui évitera en fait d'investir dans des équipements de sécurité. Toujours d'après le patron, une seconde raison explique le non-respect des mesures de sécurité. Après tout «en raison de son faible taux d'accident du travail, l'entreprise s'était fort bien classée à un concours de coupe de sécurité !

L'entreprise a été condamnée à 127 amendes de 60 F, pour manquement aux règles de sécurité, 9 amendes de 50 F pour dépassement de la durée du travail hebdomadaire. Le tribunal a en outre ordonné que le jugement soit affiché aux portes de l'usine et publié dans la presse locale, et il a accordé 1 000 F de dommages et intérêts au syndicat CFDT. Cela suffira-t-il, à modifier l'attitude de la direction ?

## JANUS IV : LE RETOUR A L'AIR LIBRE

Les six hommes de l'expérience Janus IV qui ont travaillé pour la première fois au monde à 460 m de profondeur sous la mer, et même à 501 m., sont revenus à l'air libre. Au total ils ont effectué une dizaine d'heures de travail à moins 460 m. et vingt minutes à moins 501 m. Le plus long a été la décompression qui aura duré dix jours. En effet l'organisme de la pression atmosphérique normale à la pression sous-marine. Pour cette expérience, la pression à — 460 m. est de 43 atmosphères. Ce n'est que samedi à 18 heures que les plongeurs ont pu à nouveau respirer l'air à la pression atmosphérique normale.

Cette expérience était organisée par la COMEX (Compagnie d'expertises maritimes) et le CNEXO (Centre national d'exploitation des océans) et la Marine nationale. Entre autres tâches les plongeurs ont réalisé des soudures de tubes. Les nouvelles techniques mises au point intéressent directement l'exploitation du pétrole sous-marin.

## ALBANIE

Un tremblement de terre s'est produit en Albanie dans la région de Mirdita. C'est la seconde secousse tellurique en l'espace de deux jours.

## Sondages du week-end

### ● LES PATRONS N'EMBAUCHENT PAS ● LES CADRES SOUTIENNENT MAJORITAIREMENT LE PS

Cinq fois par an, le journal économique, *La Vie Française*, sonde quatre cents patrons par l'intermédiaire de la SOFRES. La confiance dans la politique économique du gouvernement reste la même qu'en juin dernier, pour ces gens prenant contre toute évidence leur désir pour des réalités, affirment que l'inflation va se ralentir ; en plus grand nombre qu'en juin : 48 contre 43 %. Malgré le matraquage du gouvernement sur le thème de «l'embauche des jeunes» il n'y a que 2 % des patrons de plus qu'en juin «qui croient à un élargissement de leurs effectifs» 47 % des employ-

eurs sondés trouvent supportable la fixation du SMIC à 2 200 F alors que seulement 14 % pensent le contraire. Cela explique sans doute, pourquoi le PS propose cette audacieuse revendication !

67 % de ces messieurs voient la réélection de la majorité comme plus probable qu'avant.

#### BLANCHIR

*L'Express* qui comme l'on sait, s'adresse plus particulièrement aux cadres, les a également sondés.

C'est Harris qui a été mis à contribution. Les intentions de vote des ca-

dres sont, selon ce sondage, les suivantes : PSU extrême gauche : 3 %, Parti radical et CDS 6 %, PCF 14 %, RPR 22 %, PR 23 %, PS en tête avec 27 %. Résultat plus surprenant : 47 % des cadres accepteraient une progression moins rapide de leur pouvoir d'achat.

Enfin, selon le sondage de *L'Express* seulement 6 % des cadres voient dans les nationalisations un renforcement de leur pouvoir dans les entreprises. Ce qui ne peut qu'inciter Marchais à développer son offensive de charme dans leur direction, pour essayer de modifier cette proportion.

## Budget à l'Assemblée

### LES ANCIENS COMBATTANTS SUR LA SELLETTE

Vendredi, les anciens combattants figuraient au programme de l'Assemblée Nationale dans le cadre de l'examen du projet de loi des finances. Moins de 10 % des députés s'étaient déplacés. Le débat connu son lot de «fausses notes» désormais coutumier y compris dans la majorité. Le PR menaçait même de «de ne pas voter ce budget si des engagements n'étaient pas pris. Et le gouvernement porterait seul la responsabilité de la malaise qui ne manquerait pas de croître».

De quels engagements s'agit-il ?

De rallonges budgétaires évidemment qui permettraient à MM les députés sortant de rentrer. Pour cela tout est bon. La bourgeoisie qui n'a pas hésité à plusieurs reprises, depuis le début du siècle, à faire massacrer dans les guerres impérialistes, des millions d'ouvriers et de paysans pour ses intérêts, veut encore utiliser les survivants comme masse de manœuvre électorale. Hormis cette question, les députés ont bataillé sur la suppression de la commémoration du 8 mai 45 qu'avait décidé Giscard en 75. Beucler, nouvellement promu au gouvernement et un peu embarrassé par la quasi unanimité des protestations de bon ton en période électorale, contre la scandaleuse mesure, a promis de rendre compte à Giscard de l'humeur des députés. Pendant ce temps, Giscard prépare fébrilement le 11 novembre auquel il a juré de donner un éclat particulier cette année. Tout cela étant fort logique de la part du chef

de file de l'impérialisme français qui menace de se lancer dans une expédition au Sahara.

### Trop petits pour se présenter aux élections ! Soisson offre en consolation un kangourou



Le mouvement des Jeunes Giscardiens, «Autrement» ne présentera aucun candidat à aucune élection. Cette décision a été rendue publique au cours d'un «fête forum» qui s'est tenue porte de Pantin. Au cours de cette fête, Soisson et les Jeunes Giscardiens ont donné une nette préférence au kangourou, qui lui, a recueilli tous les suffrages pour devenir l'emblème du mouvement. Les jeunes giscardiens se sont-ils souvenus de cette petite ville américaine, qui, insatisfaite des candidats qui sollicitaient ses voix, avaient voté pour le rhinocéros du zoo ? Ou bien étaient-ils tellement persuadés qu'ils recueilleraient trop peu de votes pour faire un score honorable ?

#### QUÉBEC FRANCE

Mercredi, le premier ministre du Québec arrive en visite officielle en France. Cette visite posera à nouveau le problème des relations spécifiques que l'impérialisme français tente de nouer avec la province francophone du Canada.

### Divonne-les-Bains : deux gangsters font «sauter la banque»

Dans la nuit de vendredi à samedi, deux gangsters ont fait irruption dans la salle de jeu du casino de Divonne-les-Bains. Ils se sont fait remettre le contenu de la caisse et du coffre, soit 1 122 000 F. Ils étaient arrivés en passant par une fenêtre et un couloir de service, déjouant ainsi les systèmes de sécurité ; ils sont repartis par le même chemin.

Le casino de Divonne était pourtant, paraît-il «le mieux gardé» de France : système électronique de fermeture et de blocage des issues, surveillance des salles par des caméras de télévision, brigade de gendarmerie reliée par une sonnette d'alarme spéciale avec le casino...

### Laval : du combustible à partir des ordures

Une usine transformant les ordures ménagères en combustible va prochainement s'ouvrir à Laval (Mayenne). Elle traitera 18 000 tonnes d'ordures par an et fabriquera 10 000 tonnes de combustibles solides, de quoi chauffer 4 000 logements. Les ordures ménagères, à l'exception des métaux, fermentent puis sont pulvérisées et conditionnées sous forme de briquettes.

Un autre procédé mis au point dans un laboratoire de la région de Lyon permet d'obtenir du méthane à partir d'ordures ménagères, à un prix de revient moins élevé que le prix actuel du méthane. Les ordures sont triées, entre matières putrescibles qui sont mises à fermenter et les autres matières.

### Roissy : changement de trajectoire des avions

Le Conseil général du Val d'Oise a approuvé une modification de trajectoire de décollage des appareils partant de l'aéroport de Roissy. Les avions partant dans 70 % des cas face à l'Ouest. La direction de la navigation aérienne a proposé que ces avions, au lieu de survoler la vallée de Montmorency où habitent cent dix mille personnes utilisent la trajectoire de la «plaine de France» (centre et nord du Val d'Oise), ce qui dérangera malgré tout 16 000 personnes. Le conseil général a interdit au cours de la même séance les vols de nuit pour les avions bruyants : Boieng 707, Caravelle, DC-80.

Congrès des élus socialistes à Villeurbanne

## MITTERRAND ENVOIE SES ÉLUS AU CHARBON

● C'est dans la ville de Villeurbanne, à municipalité socialiste homogène, symbole de ce que pourrait être un gouvernement socialiste après 78, que s'est réuni ce week-end le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. Le choix du lieu n'est pas indifférent : dans l'atmosphère tendue qui est aujourd'hui celle de l'Union de la gauche, le parti socialiste ne tenait pas à faciliter des interventions intempestives de ses « alliés » du PCF. 6 000 délégués ont examiné des « points

Réaffirmation de l'attachement à l'Union de la gauche, attaques virulentes contre le PCF, mobilisations des élus qui doivent se transformer en authentiques propagandistes, tels ont été les trois axes de l'intervention de Mitterrand au congrès des élus socialistes et républicains.

Répondant pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis longtemps à la campagne du PC sur son « virage à droite », le grand chantre du Parti socialiste a retourné l'attaque, en accusant son partenaire de faire le jeu de la droite : « Il n'a pas, a-t-il dit, de politique, mais une tactique de rechange. C'est le « compromis historique ». Ce n'est plus l'union de la gauche, mais l'union avec la droite. (...) Certains partis rêveraient à l'intérieur comme à l'extérieur d'une situation qui selon le mot à la mode, ne déstabiliserait pas les blocs actuels et substituerait à un gouvernement de la gauche, une gauche de fausse union nationale, c'est à dire de vrai compromis historique. Si c'est l'objectif des communistes, qu'ils le disent ».

Après avoir ainsi démontré à ses troupes, dont certaines pourraient se lasser, que les socialistes ne se contentaient pas de tendre l'autre joue, Mitterrand est passé aux choses sérieuses : sans doute la vaste campagne d'« explication » dans laquelle le PCF a lancé toutes ses troupes — jusqu'à saturation — y est-elle pour quelque chose. Toujours est-il que les élus du Parti socialiste vont, s'ils suivent les ordres, devoir prendre à leur tour le bâton de pèlerin pour aller faire du prosélytisme : « Il faut que tous les maires et conseillers généraux soient sur les routes pendant ces quatre mois. Que toutes les communes de France soient visitées pour rencontrer les forces vives de la nation. Je ne vous promets pas un lit de roses d'ici à mars 78... J'attends de vous qu'il soit rendu compte en janvier et à la veille des élections législatives du résultat de cette action dans toutes les communes de France et d'Outre-mer ».

Voici donc le Parti socialiste mis en demeure par son premier secrétaire, ap-

techniques» tels que le renouvellement de leurs instances dirigeantes (c'est Dubedout, député-maire de Grenoble, qui a été élu président), plan de formation, politique socialiste pour le 3<sup>ème</sup> âge et problèmes de décentralisation du pouvoir au profit des collectivités locales. Mais ces points ont été largement remis au second plan par les problèmes politiques de l'heure, et notamment l'attitude à adopter face au PCF, accusé de rêver au « compromis historique ».

puyé par son second, Mauroy (« La démocratie, ce n'est pas de mettre les drapeaux sous la table, mais affirmer les idées pour lesquelles nous avons été élus »), de se transformer en un parti de militants ! Pour être bien sûr que ces directives seront prises au sérieux, le PS va instaurer un contrôle serré sur ses responsables fédéraux et ses parlementaires. Ceux-ci devront désormais aller « au rapport » une fois par mois devant le 1<sup>er</sup> secrétaire.

Reprise en main étroite, qui montre la volonté du PS, aujourd'hui, de ne pas demeurer en reste, et de prouver qu'il est toujours et sera de plus en plus le « 1<sup>er</sup> Parti de France », celui qui doit recueillir 7 millions de voix, en dépit de la défection du PC. Le PS, qui doit à son alliance avec le PCF, veut démontrer qu'il est capable de se maintenir seul.

Aussi Mitterrand n'a-t-il pas manqué de souligner, contre les mauvaises langues qui pourraient croire son parti divisé, que « ce

n'est pas dans nos rangs qu'il y a de véritables troubles. Si les socialistes doutaient de leur direction, nous aurions un parti déchiré », ce salut adressé au CÉRES, « sur ce plan, je fais la même confiance aux membres de la minorité qu'à ceux de la majorité », ne peut tromper personne quant au fond, mais il semblerait qu'en cette période de crise de l'Union de la gauche, l'unanimité de façade soit de mise dans les rangs du parti socialiste. Du même coup, Mitterrand souligne par allusion les doutes et les divisions qui semblent agiter actuellement le PCF sur la question de la rupture, et dont le « stage » récemment organisé par ce parti pour ses cadres a donné un aperçu.

Sur cette base d'union et de renforcement de son parti, Mitterrand n'a pas manqué de réaffirmer qu'il entendait rester fidèle à l'Union de la gauche : « Il n'y a pas de stratégie de rechange. Ou bien il y aura l'Union de la gauche, ou bien il y aura le maintien de la droite ». Affirmation devenue aujourd'hui un leitmotiv, à la faveur de laquelle le PS espère recueillir les suffrages d'une partie de la clientèle du PCF restée très unitaire, cependant que le PS s'efforce de se donner la taille et les structures d'un parti de plus en plus capables d'être maître du jeu après 78.

Suzanne VALLÉE



Au cours de son voyage en Hongrie, Barre a revêtu, dans une coopérative agricole un manteau de berger. Ah ! Si les Français se laissaient conduire comme des moutons, semble-t-il regretter sur cette photo, en compagnie de Madame. Finalement, Barre a laissé le manteau de berger pour un fouet qui lui a été offert. C'est une méthode de gouvernement qu'il connaît mieux.

### Reims : affrontement dans la municipalité d'« Union »

18 élus socialistes de la municipalité de Reims ont voté en bloc contre le budget supplémentaire 1977. Du côté socialiste, on parle de véritables « abus de pouvoir » du maire et des adjoints communistes, qui auraient embauché plusieurs attachés d'administration sur des « critères politiques » sans consultation préalable des commissions intéressées. Le maire aurait même offert à un membre de sa famille un poste de rédacteur aux affaires culturelles, sans mettre seulement au courant l'adjoint responsable de ce secteur.

« Ces méthodes », souligne l'adjoint socialiste en question, « ressuscitent la politique du secret des cabinets. Il est grand temps que cessent ces abus de pouvoir que le PS condamne sans appel. C'est pourquoi nous sommes amenés à nous désolidariser de cette gestion ».

Jusqu'ici, les conflits au sein des municipalités d'Union étaient demeurés latents. Le PCF avait même donné des consignes à ses élus allant dans ce sens. Il semble aujourd'hui que le PS ait décidé de rompre la trêve et que l'on s'engage dans une nouvelle phase de la querelle, dont le Parti socialiste espère tirer profit.

### Iconoclaste et croix gammée

#### Bêtise ou provocation ?

« Je me fous complètement des symboles » écrit cette semaine un correspondant de l'Huma dimanche. Soit. Mais cette ardeur de « lutter contre la bêtise et l'ignorance avant tout, en répétant inlassablement que l'habit ne fait pas le moine » entraîne bien loin le dit correspondant. « Pourquoi la croix gammée ? demande-t-il naïvement. Voilà un petit objet en métal sans valeur qui est sujet explosif. On dit aussi tabou ? Je le porte parce que, parlons-en ce n'est pas la croix en elle-même qui est dangereuse, c'est le fascisme. Est-ce que Pinochet porte une croix gammée ? ».

Non, Pinochet ne porte pas de croix gammée. Mais tous ceux qui, en France, ont fait la Résistance, se souviennent que d'autres l'ont portée. Sans attacher d'importance excessive aux « symboles » faut-il, après avoir renié les principes fondamentaux du communisme, renier aussi, en le rangeant dans la catégorie de la « bêtise » et de l'ignorance », ce qui fut l'un des grands moments de l'histoire de notre peuple, et de la lutte de la classe ouvrière.

Procès de Klaus Croissant mercredi

### ● Toute manifestation interdite

### ● Strauss agite le fantôme de Schleyer

Alors que le tribunal doit statuer mercredi sur la demande d'extradition formulée par le gouvernement de Schmidt à l'encontre de Klaus Croissant, avocat des membres de la RAF, le gouvernement français vient de donner un nouveau signe de sa bonne volonté à l'égard de son collègue allemand, en faisant interdire la manifestation prévue pour le 2 ou 3 novembre par les organisations d'extrême gauche pour soutenir l'avocat emprisonné et exiger sa libération. Dans le même temps, le gouvernement a fait expulser quatre ressortissants allemands interpellés dans la région parisienne au cours du week-end. On ignore si ces expulsions ont un lien quelconque avec la chasse à l'homme qui se poursuit en Allemagne et à laquelle la police française prête une aide

complaisante. Pour Giscard comme pour Schmidt, tous les coups sont bons pour se débarrasser des gêneurs. Mais cela n'est pas encore suffisant au gré de certains partis politiques allemands. Ainsi, le Parti chrétien-démocrate vient de faire connaître une bande magnétique que Schleyer aurait envoyée en septembre, et qui aurait été — curieusement — diffusée par ses ravisseurs.

Schleyer y ferait de violents reproches à Schmidt pour n'avoir pas pris assez de soin de sa sécurité : « Ce que je sais maintenant des préparatifs pourtant facilement décelables me prouve à quel point les responsables connaissent peu le terrorisme : on ne peut pas se fier uniquement aux ordinateurs ; il faut le secours des cerveaux humains si l'on veut

obtenir des conclusions exactes ».

Voilà qui vient à point pour servir la surenchère dans la campagne pour la répression de l'opposition chrétienne démocrate. Schmidt, qui s'était pourtant taillé un beau succès avec son opération Mogadiscio, pourrait bien être sensible à ces attaques portées contre lui par la CDU, et vouloir faire preuve de plus d'habileté encore dans la répression. Cela ne peut que rendre plus inquiétante encore l'attitude du gouvernement français, soucieux de soutenir son ami Schmidt, à l'égard de Klaus Croissant, et sur le sort qui lui est réservé dans le cas, qui se précise, où Giscard le ferait extradier.

### 1er congrès des CCA à Lyon

Les Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA) tiennent depuis samedi leur premier congrès à Lyon. Ce congrès, qui doit durer quatre jours réunit une centaine de participants, venus d'une trentaine de localités différentes. La journée de samedi a été une journée de bilan, portant sur l'assemblée des 7 et 8 mai dernier, ainsi que sur les relations entre les diverses composantes (sortants du PSU, et sortants du groupe « Carrefour » de la LCR). Les journées suivantes devaient être consacrées à des débats, notamment sur la jeunesse, et sur les statuts de l'organisation.





# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

**manifeste**

**pour le socialisme**

**PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE**  
Marxiste-Léniniste

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrage des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

### et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Me plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu C.F.D.T., C.G.T., F.E.N.)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Ken Bale lu poblak breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile  Resistencia
- Neussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)



### sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

#### Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)  
Place Victor Hugo - 136 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)  
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie athenaï (10%)  
4, cours Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)  
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)  
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)  
30, rue de Karampont
- Lille** Librairie Populaire  
40, rue Jules Guesdès
- Lyon** Librairie Populaire (15%)  
228, rue Duguesclin (3<sup>e</sup>)
- Marseille** Librairie Lire (10%)  
Rue Sainte (1<sup>er</sup>)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)  
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71  
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises  
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes  
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois  
25, rue du Valois (1<sup>er</sup>) (10%)  
Les Joueurs de A (12% liv. politiques)  
9, rue des Lions St-Paul (10%)  
L'Harmattan  
18, rue des Quatre Vents (6<sup>e</sup>) (10%)  
Tschern  
83, bd du Montparnasse (14<sup>e</sup>) (10%)  
Plasma  
41, rue Saint Honoré (10%)  
33% sur les Éd. P. - J. Oswald  
7, rue de l'École Polytechnique (5<sup>e</sup>)  
Reims Le grand Jeu 20 rue Colbert

#### Cinémas

- Paris** Saint Séverin  
12, rue St-Séverin (5<sup>e</sup>)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21, rue de la Clef (5<sup>e</sup>) (tarif étud.)  
Seine Cinéma -  
8 rue Frédéric Sauton - paris 5<sup>e</sup>  
Cinématographe  
44, cours Suchet (2<sup>e</sup>)  
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)  
Le Canut  
32, rue Leynaud (1<sup>er</sup>) (tarif étud.)
- Lyon**

Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....

Date :

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## PROGRAMME TÉLÉ Mardi 1<sup>er</sup> novembre

19 h 10 - Une minute pour les femmes  
 19 h 20 - Tom et Jerry  
 19 h 45 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Dalida pour toujours  
 21 h 45 - La foi, l'espérance et la charité. *Petite dans de mort en cinq tableaux.*  
 21 h 45 - La foi, l'espérance et la charité. *Petite danse de mort en cinq tableaux. Pièce télévisée. Une jeune femme au chômage dans l'Allemagne nazie se suicide. L'auteur montre qu'en fait c'est la société qui l'a tuée.*  
 23 h 15 - Journal et fin

**A 2**  
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
 19 h 20 - Soif d'aventure. Documentaire. *Brésil, terre de contrastes*  
 20 h 35 - Un violon sur le toit. *Film américain de Norman Jewison 71, en version française. Un très mauvais film musical.*  
 23 h 30 - Journal et fin

**FR 3**  
 18 h 45 - Pour la jeunesse  
 19 h 05 - Les animaux et leur survie  
 19 h 30 - La rose bleue  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - La vallée de la poudre. *Film américain de George Marshall 58, avec Glenn Ford et Shirley Mac Laine. Western tragicomique sur la lutte entre éleveurs de moutons et éleveurs de bœufs.*  
 21 h 50 - Journal et fin

## Mercredi 2 novembre

**TF 1**  
 18 h 15 - A la bonne heure  
 18 h 25 - Pour les jeunes  
 18 h 55 - Le 16 à Kerbriant  
 19 h 10 - Une minute pour les femmes  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Football : Lens-Lazio de Rome  
 22 h 15 - La croisière des sables  
 23 h 10 - Journal et fin

**A 2**  
 18 h 25 - Dorothée et ses amis  
 18 h 40 - C'est la vie  
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Ouvrez l'œil  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Question de temps : la mort  
 21 h 35 - L'aigle et le vautour. *Feuilleton américain.*  
 22 h 25 - La parole à dix-huit ans. *L'emploi. Enquête auprès des jeunes chercheurs d'emploi.*  
 22 h 55 - Football  
 23 h 40 - Journal et fin

**FR 3**  
 18 h 45 - Pour la jeunesse  
 19 h 05 - Télévision régionale  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Solitudes. *Film TV avec Alice Sapritch et Michel Galabru. Deux paumés se racontent leurs déconvenues.*  
 22 h 00 - Journal  
 22 h 15 - Un événement.

# COMMENT SOUTENIR LE PEUPLE SAHRAOUI

Depuis le début de la libération menée par le peuple sahraoui, Giscard a engagé ses conseillers, ses armes, ses moyens politiques et diplomatiques, aux côtés d'Hassan II et de l'alliance expansionniste marocco-mauritanienne. Il est en partie responsable du plan de partage signé le 15 novembre 1975 et en vertu duquel le Sahara en tant qu'entité serait rayé de la carte, Hassan s'efforçant de mettre fin à l'existence du peuple Sahraoui.

Mais ce peuple résiste. Il a pris les armes contre le colonialisme espagnol et lui a infligé de lourdes pertes, le contraignant ainsi à se retirer. Dès les premiers instants de l'agression marocaine il a combattu les chars de Hassan qui pénétraient sur son territoire, à Saguiaat-El-Hamra. Comme pour tous les peuples qui ont dû faire face à l'agression coloniale française, nous pouvons soutenir le peuple sahraoui, en faisant connaître sa lutte, alors même que par les mesures d'expulsion à l'encontre de Sahraouis vivant en France, Giscard veut faire taire toute expression de ce peuple, en France.

Nous pouvons soutenir le peuple sahraoui en lui faisant parvenir de l'argent, des médicaments pour équiper les infirmeries du désert, des produits alimentaires pour les populations chassées de leur terre, des vêtements.

L'Association des amis de la République Sahraouie Démocratique vous son

action au soutien du combat du peuple sahraoui. Elle collecte des vivres, des médicaments, des vêtements de l'argent depuis deux ans. Des groupes de militants de cette association se sont organisés pour assurer cette tâche à travers la France. Tous ceux qui veulent apporter leur contribution au soutien du peuple sahraoui doivent s'adresser à elle. Par leur intermédiaire l'état des besoins du peuple sahraoui peut être connu, et ainsi précisées les formes d'aide.

Les documents essentiels, nécessaires pour connaître le combat du peuple sahraoui sont disponibles à l'association. Tous les textes provenant du Front Polisario, le journal «Sahara Libre», les décisions des congrès, sont mis à la disposition de toute personne qui en fait la demande. En outre l'Association diffuse un important document de travail mis au point par la représentation en Europe : la sélection d'articles de presse sur le Sahara occidental dont trois volumes sont parus à ce avec le point de tout ce qui est paru dans la presse internationale concernant la guerre de Libération, la situation dans les camps de réfugiés, l'engagement des puissances impérialistes, la situation à l'intérieur du Maroc et de la Mauritanie en regard de la guerre, la situation diplomatique de la RASD.

Ce document est complété par la brochure de l'Association des amis de la RASD «le dossier du Sahara occidental», qui



fournit les éléments essentiels pour comprendre les raisons historiques, politiques et diplomatiques qui ont conduit à la guerre du Sahara.

Enfin l'Association publie un bulletin «Sahara

Info» qui contient souvent d'importantes révélations, des témoignages de gens revenant du Sahara, le point des événements marquants de la période écoulée.

G. CARRAT

ASSOCIATION DES AMIS DE LA RÉPUBLIQUE  
ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE  
BP 236 75264 PARIS CEDEX 06  
TELEPHONE 033 79 10

# Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 107<sup>e</sup> épisode  
copyright Édition Denoël

— Je suis d'accord avec des décisions qui ont été pesées, analysées et discutées. Il faut toujours rester prudent. Certains font la révolution pour eux ou pour des intérêts peu avouables. Êtes-vous en mesure de juger qui la représente valablement cette révolution?

— Tous ceux qui ont l'audace de la faire. Il planta ses yeux dans les miens, si profondément que je détournai la tête.

— Élise, dit-il.

— Oui.

Je voyais bien qu'il y avait de l'affection dans son regard.

— Il faut venir chez nous, croyez-moi. Seul, on n'arrive à rien. Vous serez pendant dix ans des révoltés, puis, un beau jour, vous deviendrez des résignés. Qui sait? Vous passerez dans l'autre camp... Savez-vous, reprit-il, que je vous ai blâmée un jour pour votre attitude envers le petit des snapons?

— Mustapha? Je me souviens. Je n'avais pas marqué ses fautes.

— J'appelle ça du... maternalisme.

— Mais c'est mon attitude dans la vie.

— Il faut la réviser. Essayez donc de discuter quelquefois avec Arezki, celui qui pose les rétros.

Il ne savait donc pas.

— J'ai déjà discuté avec lui. Plusieurs fois.

— Il s'entendait bien, au début, avec votre frère. Mais ça n'a pas duré.

Les bruits mêlés, la bière, la liberté de nos propos me poussaient à m'ouvrir à lui. Et puis je me retins à l'ultime seconde. Quand j'eus dit : « Écoutez... », je pressentis que, s'il savait, son optique changerait. Inévitablement, il penserait : voilà, elle aussi, c'est une histoire de lit. Qui chercherait à comprendre? Qui le voudrait? Lui, moi, tous, nous jugions vite. C'est ainsi, nous prenions l'explication première, pour simplifier, parce qu'elle satisfaisait notre part de conformisme.

— Écoutez...

— Oui.

— Écoutez, vous vous êtes mis en retard pour m'accompagner à Bicêtre. Je ne voudrais pas que...

— C'est vrai. Je dois rentrer. Ma femme ne s'inquiéterait pas, mais... Il faudra que vous fassiez sa connaissance. C'est une militante, vous savez... Et puis, dit-il en reboutonnant avec peine son veston, si vous avez besoin de moi pour votre frère...

Caverne, joli petit mot évocateur de sortilèges. Caverne, fièvre, rouge de fièvre, rouge sang, radio, crachats, bacilles, hôpital, fiches, filière, prise en charge, examens, visites, piqûres, labyrinthe tortueux et son aboutissement : le sana.

Lucien séjourna peu à Bicêtre. Il revint à son domicile et j'allai le voir deux fois. S'il accueillait mal ma première visite, il parut satisfait la seconde fois, bien qu'Henri se trouvât près de lui, outrageusement optimiste, comme on se croit forcé de l'être en présence d'un malade. Il lui fallait partir, il ne pouvait s'y résoudre. « Trois mois, rétorquait Henri, qu'est-ce que c'est? » « Ils te disent trois mois, ils te gardent six. » « Et après? Tu liras, tu te reposeras... » Anna restait muette. Elle espérait que Lucien ne partirait pas. Je la regardais avec rancune, pensant, « sale, sale fille, c'est elle qui l'a contaminé. Elle porte le mal, maigre comme elle est, blême, avec cet air malsain. Sa mère en est morte. »

— Aincourt n'est pas si loin, nous te verrons chaque mois.

— Ah surtout pas, protesta-t-il. Épargnez-moi ça !

à suivre

# Les syndicats face à 78

## Plate-forme CFDT quel contenu aux conseils d'ateliers ?

► QDP : On a déjà beaucoup parlé des conseils d'ateliers que revendique la CFDT. Dans la plate-forme, leur rôle est purement gestionnaire, du moins tel que c'est formulé. Qu'en penses-tu ? Ne faut-il pas leur attribuer clairement un rôle de structure de lutte à ces conseils ? Car enfin, on sera toujours en système capitaliste...

— Gilbert Pouthas : L'idée de départ, de ces conseils d'ateliers, c'était de faire le lien entre autogestion (c'est-à-dire, soyons clairs, gestion par les travailleurs) et une situation politique qui, pouvait se présenter, permettrait peut-être des avancées dans le cadre de ce qu'ils appellent les nationalisations. La situation politique, ce serait la gauche, c'est-à-dire une bourgeoisie un peu plus libérale ; dans ces conditions, on s'est posé la question : qu'est-ce qu'il est possible de mettre en place, de réaliser comme avancée ouvrière allant dans le sens d'une gestion par les travailleurs ?

Les nationalisations, pour nous c'est synonyme d'étatisation, c'est-à-dire contrôle par l'État. Alors, dans la mesure où l'État échappe aux travailleurs... Cela peut donner au mieux Renault, au pire l'URSS ou la Pologne.

Donc, l'idée était de faire d'une phase politique nouvelle, une phase de transformation en essayant d'éduquer les travailleurs et on les plaçant dans des situations nouvelles qui soient aussi éducatives. Il ne faut pas leur dire : « demain vous avez le pouvoir », alors qu'ils ne sont pas capables de l'assumer. Ce serait une fausse démocratie. Dans un premier temps, on demande qu'il y ait dans les entreprises nationalisées deux structures, et ceci dès le départ : une de gestion et une de contrôle.

Cela dit, on pense qu'il y a malgré tout des risques : 1. que des technocrates se glissent dans ces structures, 2. que les travailleurs ne soient pas suffisamment éduqués pour y faire face, 3. que des gars, même s'ils sont issus de la classe ouvrière, deviennent des gestionnaires et perdent de vue l'intérêt premier qui les a amenés à s'engager.

En fait, les structures que nous proposons seraient bien

► Dès que la proposition de conseils d'ateliers est apparue, elle a fait l'objet d'un intérêt certain. Nombre de syndicalistes, de travailleurs, y retrouvent leurs aspirations à prendre eux-mêmes leurs affaires en mains.

Le PCF l'a très vite compris, qui s'est empressé de crier bien fort qu'il reprenait à son compte cette proposition de la CFDT. Il espère par-là apparaître comme « le seul parti représentant les travailleurs, le seul interlocuteur valable des syndicats ». Cette tactique a d'ailleurs obligé de PS à se prononcer (même timidement) pour les conseils d'ateliers.

La proposition faite par la direction CFDT, pour intéressante qu'elle soit, laisse toute une série de questions sans réponses. Le rôle dévolu à ces conseils d'ateliers est encore très flou. Le processus et les moyens de leur mise en place ne sont pas non plus déterminés. Nous en avons discuté avec un militant CFDT membre du « conseil métaux » de Basse-Normandie.

Dans cette région, la CFDT a connu un développement important dans les dernières années, essentiellement à partir des luttes. Les militants qualifiés de « basistes » (très sensibles aux aspirations de la base) y ont une influence prépondérante. Leur point de vue et les limites que, pour notre part nous y voyons, sont d'autant plus intéressants.

**Interview de Gilbert POUTHAS,**  
membre du Conseil Métaux-CFDT  
de Basse-Normandie  
recueilli par Gérard PRIVAT

une prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes du fonctionnement de leur entreprise. On demande également que ça ait un lien avec le plan ; encore faudra-t-il voir comment l'élaboration du plan pourra devenir démocratique.

Pour la structure de contrôle, il faut qu'elle soit totalement maîtrisée par les organisations syndicales. Pour cela, il est nécessaire qu'elles ne soient pas enfermées dans la gestion, pour garder leurs pouvoirs de contestation, d'information.

► QDP : A ton avis, pourquoi le PCF semble-t-il reprendre la proposition des conseils d'ateliers ?

— Ils se sont aperçus qu'on était capables de leur imposer un certain nombre de choses. Cela s'est vu par exemple sur la hiérarchie des salaires où ils ont été obligés de faire des concessions. En définitive, on a une audience plus grande que ce qu'on représente ; ce qui fait qu'au bout d'un certain temps, on peut leur imposer des concessions. Dans le débat qu'il a avec le PS, le PCF apparaît plus que jamais hégémonique dans la classe ouvrière. Comme il est obligé de tenir compte de ce que représente la CFDT dans la classe ouvrière, et que pour lui la question se pose en termes de rapport de forces, la conclusion est facile : il s'agit là d'une tentative de récupération.

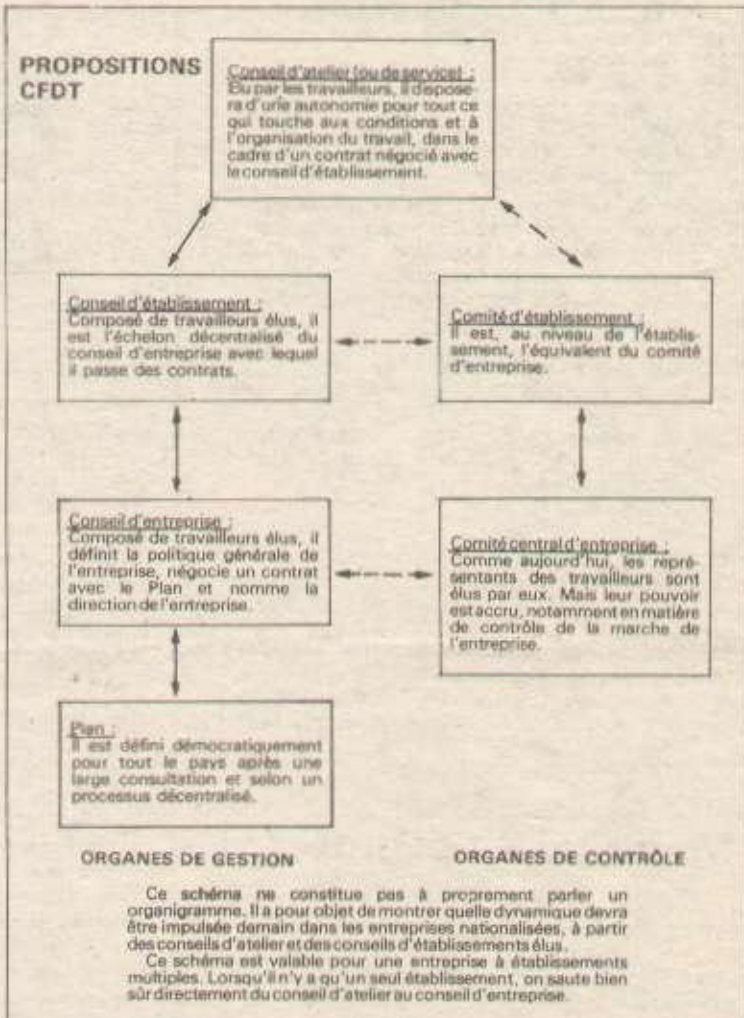
Et il ne faut pas la sous-estimer. C'est vrai que les militants qui suivent les choses de près se rendent compte de la manœuvre. Mais, la CFDT, au niveau large des militants, il y en a qui ne sont pas insensibles, qui disent : « après tout, maintenant, on n'a plus beaucoup de désaccords avec eux ». D'autant plus que le PS est plutôt flou, c'est le moins qu'on puisse dire. Et depuis le débat télévisé Barre-Mitterrand...

Tout cela pose d'ailleurs un autre problème ; c'est que la direction confédérale risque d'apparaître comme soutenant le PS pour s'opposer au PC ; une sorte de mouvement de balancier.

► Peut-on penser que la gauche au pouvoir acceptera ces structures autonomes des travailleurs ?

— C'est vrai que ces propositions n'étaient contenues dans aucun programme. Nous, dans la situation actuelle, nous faisons valoir nos arguments, nos exigences. Le PC a été le premier à dire qu'il reprenait les propositions de la CFDT. On a simplement fait remarquer qu'il prenait l'enveloppe et pas le contenu. Et puis, tout récemment, le PS a dit qu'il reprenait notre idée des conseils d'ateliers.

Cela veut tout simplement dire qu'ils sont bien obligés de nous prendre en considération, qu'ils ne peuvent nous ignorer sur



Ce schéma d'organisation des deux structures tel que le propose la CFDT dans sa plate-forme.

l'échiquier. Et il faudra bien qu'ils nous fassent des concessions. C'est une question de rapport de forces. Cela ne peut s'envisager autrement qu'en termes de rapport de forces.

► La rôle essentiel de ces conseils d'ateliers ne doit-il pas être de développer l'autonomie des travailleurs, leur capacité de résistance à toute hégémonie sur eux, et particulièrement celle du PCF ?

— Pour cela, le moyen à mon avis, c'est qu'il y ait les deux structures. S'il n'y en a qu'une, elle tombera inévitablement aux mains de la majorité. Et c'est vrai que dans le plus grand nombre d'entreprises, c'est la CGT qui est majoritaire. S'il existe une autre structure, totalement dégagée de la gestion et disposant de l'information nécessaire, même une organisation minoritaire peut faire valoir son point de vue devant les travailleurs, et ce seront eux qui trancheront. C'est d'ailleurs notre conception de l'unité : ce n'est pas l'unité des états-majors, c'est l'unité conflictuelle, à la base. Et si un jour on se retrouve engagé dans un processus d'unité organique, ce sera sur la base de cette démarche, pas par l'unité au sommet.

► Mais quand même, si le PCF parvient à s'emparer des leviers de commande, comment pourra-t-on s'y opposer avec les conseils d'ateliers ?

— Le PC est une structure centralisée puissante. Il pourrait y avoir face à cela deux conceptions : créer une autre structure centralisée puissante ou alors on met en place une structure décentralisée permettant aux travailleurs d'intervenir dans le débat. C'est pour cela aussi qu'on réclame les 1% des heures travaillées. Et c'est pour cela qu'on propose que dès le début, les travailleurs maîtrisent les conditions de travail. On ne propose pas qu'ils en maîtrisent davantage, car dans les conditions actuelles, il y a le piège de la cogestion.

De toutes façons, pour s'opposer aux risques bien réels de la gestion très centralisée du PC, le

meilleur moyen, celui qui a le plus de chances de réussir, c'est de mettre en place des structures décentralisées, le plus près possible des travailleurs. Ce sont celles-là qui ont le plus de chances d'être contrôlées par les travailleurs.

► Dans le projet CFDT, est-il envisagé d'étendre les pouvoirs de ces conseils d'ateliers à d'autres domaines que les conditions de travail ?

— C'est évident. Dans la notion de conseil d'atelier, qui est mise en avant par la CFDT, dans les entreprises nationalisées, c'est très rapidement autre chose que les conditions de travail. C'est la gestion complète de l'entreprise qui est visée. Mais cela ne peut se faire qu'en liaison avec un plan contractuel. On ne peut gérer n'importe quoi n'importe comment. Donc, cela ira plus ou moins vite en fonction du nombre d'entreprises qui entreront dans le mécanisme.

► S'agit-il alors d'une extension progressive du pouvoir des travailleurs à tous les domaines, sans heurts, sans affrontements ? Il y aura bien un moment où la classe capitaliste s'opposera à cela, non ?

— Est-ce qu'à un moment cela déclenchera quelque chose de plus frontal avec la classe bourgeoise ? Oui, c'est un problème. Je ne dis pas non, je ne dis pas oui. Comment cela va se produire, comment cela va se passer... Ce n'est pas simple. On ne peut prévoir tous les éléments de la situation telle qu'elle peut se développer, y compris au niveau international.

En tous cas, ce dont je suis sûr, c'est qu'il faut que les travailleurs soient partie prenante dès le début si l'on veut qu'en cas d'affrontement, ils s'engagent. C'est-à-dire que si les travailleurs sont seulement les spectateurs, pris à témoins (comme par le PCF actuellement) et non les acteurs, on n'aura aucune chance qu'ils s'engagent dans le processus. La seule possibilité de résistance qu'on aura, passera par notre capacité de mobilisation du plus grand nombre de travailleurs. Il n'y en aura pas d'autre.